



L'Aiglon - 42 avenue de la Grande Armée

75017 Paris

Tél. : 01 58 05 22 90

Fax. : 01 58 05 22 91

FEHAP

Association régie par la Loi 1901
179 rue de Lourmel
75015 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

Aux membres de l'association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FEHAP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Informations Générales Complémentaires » de l'annexe des comptes annuels concernant la loi du 22 avril 2024 relative à l'évolution des droits à congés payés des personnes en arrêt de travail cumulés.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des indemnités de fin de carrière.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADMINISTRATEURS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Cannet, le 14 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes

PATRICK AUMERAS



EXCO ET ASSOCIES

COMPTES ANNUELS du 01/01/2023 au 31/12/2023

- *Bilan actif-passif*
- *Compte de résultat*
- *Annexe*

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	1 272 168	1 101 883	170 286	220 064	49 778	22.62
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes				27 622	27 622	100.00
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	574 333		574 333	574 333		
	Constructions	5 560 571	1 752 993	3 807 578	3 925 557	117 979	3.01
	Installations techniques Matériel et outillage	550 985	512 171	38 813	83 725	44 911	53.64
	Autres immobilisations corporelles	2 078 354	1 846 527	231 828	260 684	28 856	11.07
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	5 833 305		5 833 305	1 309 730	4 523 576	345.38
	Prêts	289 034		289 034	267 920	21 114	7.88
	Autres immobilisations financières	20 707		20 707	20 707		
Total I		16 179 458	5 213 574	10 965 884	6 690 341	4 275 543	63.91
Comptes de liaison Total II							
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes	23 609		23 609	5 584	18 025	322.78
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	1 199 128	216 295	982 832	1 392 148	409 315	29.40
	Autres créances	126 434		126 434	71 160	55 274	77.68
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement				5 736 834	5 736 834	100.00
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	669 777		669 777	295 490	374 286	126.67
	Charges constatées d'avance (3)	122 056		122 056	84 373	37 682	44.66
	Total III	2 141 003	216 295	1 924 708	7 585 589	5 660 882	74.63
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)							
Primes de remboursement des obligations (V)							
Ecart de conversion actif (VI)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		18 320 461	5 429 869	12 890 592	14 275 930	1 385 338	9.70

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise				
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	9 687 666	9 442 589	245 078	2.60
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	358 531	245 078	603 609	246.29
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
	Ecart de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	Total I	9 329 135	9 687 666	358 531	3.70
	Comptes de liaison Total II				
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Provisions pour risques	17 520	17 520		
	Provisions pour charges	361 656	397 373	35 717	8.99
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	Total III	379 176	414 893	35 717	8.61
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	1 619 357	1 869 078	249 720	13.36
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	284 372	812 606	528 234	65.00
	Dettes fiscales et sociales	1 253 147	1 367 469	114 322	8.36
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 962	10 177	8 215	80.72
	Autres dettes	23 443	114 041	90 599	79.44
	Instruments de trésorerie				
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance				
	Total IV	3 182 281	4 173 371	991 090	23.75
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	12 890 592	14 275 930	1 385 338	9.70

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

3 182 281 4 173 371



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de Biens et Services	1 615 142	2 163 715	548 573	25.35
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	96 587	26 134	70 453	269.59
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	39 973	4 440	35 532	800.21
Collectes	207 700	173 589	34 111	19.65
Cotisations	9 752 770	9 414 406	338 365	3.59
Autres produits	421	55 714	55 293	99.24
Total I	11 712 593	11 837 998	125 405	1.06
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	3 685 163	3 451 578	233 585	6.77
Impôts, taxes et versements assimilés	637 565	613 038	24 527	4.00
Salaires et traitements	4 615 570	4 449 061	166 508	3.74
Charges sociales	2 452 733	2 426 158	26 576	1.10
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	326 585	259 593	66 992	25.81
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions	60 752	30 903	29 849	96.59
Pour risques et charges : dotations aux provisions		1 393	1 393	100.00
Subventions accordées par l'association	15 000	15 000		
Autres charges (2)	405 310	388 232	17 078	4.40
Total II	12 198 678	11 634 957	563 721	4.85
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	486 085	203 041	689 126	339.40
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions et transferts de charges		38 243			38 243	
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		142 837		41 598	101 239	243.37
Total V		181 080		41 598	139 482	335.31
Charges financières						
Dotations aux amortissements et aux provisions				38 243	38 243	100.00
Intérêts et charges assimilés		9 516		10 875	1 359	12.49
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI		9 516		49 118	39 602	80.63
2. Résultat financier (V-VI)		171 564		7 520	179 084	NS
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)		314 521		195 520	510 042	260.86
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		8 450		59 160	50 710	85.72
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total VII		8 450		59 160	50 710	85.72
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		1 563		5 443	3 880	71.29
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		34 587			34 587	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions						
Total VIII		36 150		5 443	30 707	564.16
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)		27 700		53 717	81 417	151.57
Impôts sur les bénéfices (IX)		16 310		4 160	12 151	292.09
Total des produits (I+III+V+VII)		11 902 123		11 938 756	36 633	0.31
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)		12 260 655		11 693 678	566 976	4.85
Solde intermédiaire		358 531		245 078	603 609	246.29
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs						
- Engagements à réaliser sur ressources affectées						
5. EXCEDENTS OU DEFICITS		358 531		245 078	603 609	246.29



ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	X
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	X
Informations générales complémentaires	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	X
Etat des amortissements	X
Tableau de variation des fonds associatifs	X
Etat des provisions	X
Etat des échéances des créances et des dettes	X
Evaluation des immobilisations corporelles	X
Evaluation des amortissements	X
Titres immobilisés	X
Evaluation des créances et des dettes	X
Dépréciation des créances	X
Evaluation des valeurs mobilières de placement	X
Disponibilités en Euros	X
Produits à recevoir	X
Charges à payer	X
Charges et produits constatés d'avance	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Rémunération des dirigeants	X
Ventilation de l'effectif moyen	X
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Engagement en matière de pensions et retraites	X
- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Produits et charges exceptionnels	X

NA = Non Applicable NS = Non significative



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 12 890 591.97 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 11 712 592.71 Euros et dégageant un déficit de 358 531.39- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Description de l'activité et des moyens d'actions

La Fédération a pour objet :

- de défendre les intérêts moraux et professionnels de ses membres au regard de leurs missionet dans les secteurs sanitaire, social médico-social ;
- en qualité de Fédération d'employeurs, de négociier, de gérer une convention collective de travail ;
- d'étudier toutes les questions juridiques, économiques et sociales susceptibles d'intéresser sesmembreset d'en informer ceux ci ;
- de représenter ses adhérents devant les pouvoirs publics ainsi que, d'une manière générale, toutes les fois qu'une action collective doit être exercée dans le cadre sus-indiqué;
- d'encourager la création et le développement de toute institution s'efforçant de mettre en oeuvre, d'appuyer ou de développer les orientations stratégiques ou opérationnelles arrêtées par la Fédération ;
- d'organiser pour ses adhérents et leurs personnels des actions de formation professionnelle continue, spécifiques et adaptées aux besoins des secteurs sanitaire, social et médico social.

La Fédération interdit toute discrimination politique, philosophique ou religieuse.

Les moyens d'action de la Fédération sont déterminés par son Conseil d'Administration.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

2018-06 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Informations générales complémentaires

Evolution des droits à congés payés des personnes en arrêt de travail

Le droit de l'Union européenne prévoit que le travailleur bénéficie d'un congé annuel payé d'au moins quatre semaines (soit 24 jours ouvrables). Dans ces conditions, l'absence d'acquisition de congés au cours de périodes d'arrêt de travail n'est contraire au droit de l'Union européenne que dans l'hypothèse où elle a effectivement empêché le salarié de quatre semaines de congé annuel. Cela ne concerne donc que les personnes qui auraient eu des arrêts de travail cumulés supérieurs à 2 mois pendant chaque période d'acquisition.

La Loi n°2024-364 du 22 avril 2024 intègre à l'article 37 les dispositions permettant de mettre en conformité le Code du travail avec le Droit Européen, en conséquence des arrêts de la Cour de Cassation du 13 septembre 2023.

Le texte prévoit donc qu'un salarié ne sera fondé à solliciter des droits complémentaires au titre de la période antérieure à l'entrée en vigueur de la loi :

- * que pour les périodes de référence où il n'a pas d'ores et déjà pu bénéficier de 24 jours ouvrables de congés ;
- * dans une telle hypothèse, que dans la limite de 24 jours ouvrables, après déduction des jours déjà acquis.

Pour les salariés toujours en poste, un délai de forclusion de 2 ans à compter de la publication de la Loi a été instauré.

Au regard de ces dispositions, la FEHAP a évalué le risque de réclamation consécutif à ce changement législatif sur les 5 dernières années et elle entend poursuivre en 2024 cette analyse sur la totalité de la période de rétroactivité, soit 15 ans.

Cette première étude laisse apparaître qu'aucun salarié au cours des 5 années passées n'est concerné par un arrêt de travail supérieur à 1 mois. Aucun droit complémentaire n'a donc été provisionné et le risque de rappel est jugé non significatif au regard des projections à date.

Au cours de l'exercice 2023, un salarié est concerné par un arrêt supérieur à 3 mois. Ses droits à congés payés ont été calculés en intégrant les nouvelles dispositions.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 271 336		833
Terrains	574 333		
Constructions sur sol propre	4 031 914		
Constructions sur sol d'autrui	164 062		
Installations générales agencements aménagements des constructions	1 364 596		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	550 985		
Installations générales agencements aménagements divers	628 495		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	1 393 254		56 606
TOTAL	8 707 637		56 606
Autres titres immobilisés	1 309 730		4 523 576
Prêts, autres immobilisations financières	288 627		21 114
TOTAL	1 598 356		4 544 690
TOTAL GENERAL	11 577 329		4 602 129

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL		1 272 168	1 272 168
Terrains			574 333	574 333
Constructions sur sol propre			4 031 914	4 031 914
Constructions sur sol d'autrui			164 062	164 062
Installations générales agencements aménagements constr.			1 364 596	1 364 596
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			550 985	550 985
Installations générales agencements aménagements divers			628 495	628 495
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			1 449 860	1 449 860
TOTAL			8 764 243	8 764 243
Autres titres immobilisés			5 833 305	5 833 305
Prêts, autres immobilisations financières			309 741	309 741
TOTAL			6 143 046	6 143 046
TOTAL GENERAL			16 179 458	16 179 458

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, ristournes, escomptes de règlement obtenus.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	1 023 650	78 233		1 101 883
Constructions sur sol propre	229 656	102 069		331 725
Constructions sur sol d'autrui	164 062			164 062
Installations générales agencements aménagements constr.	1 241 296	15 910		1 257 206
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	467 260	44 911		512 171
Installations générales agencements aménagements divers	583 318	9 927		593 245
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	1 177 746	75 536		1 253 282
TOTAL	3 863 338	248 353		4 111 691
TOTAL GENERAL	4 886 988	326 585		5 213 574

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	78 233				
Constructions sur sol propre	102 069				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	15 910				
Instal.techniques matériel outillage indus.	44 911				
Instal.générales agenc.aménag.divers	9 927				
Matériel de bureau informatique mobilier	75 536				
TOTAL	248 353				
TOTAL GENERAL	326 585				

Les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Tableau des variations des fonds associatifs

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres					
Réserves :					
Autres réserves	9 442 589		245 078		9 687 666
RESULTAT DE L'EXERCICE	245 078	603 609		0	358 531
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise : Provisions réglementées					
TOTAL I	9 687 666	603 609	245 078	0	9 329 135

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	397 373		35 717		361 656
Autres provisions pour risques et charges	17 520				17 520
TOTAL	414 893		35 717		379 176

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	155 544	60 752			216 295
Autres provisions pour dépréciation	38 243		38 243		
TOTAL	193 787	60 752	38 243		216 295
TOTAL GENERAL	608 680	60 752	73 960		595 471
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		60 752	35 717		
financières			38 243		



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	289 034	0	289 034
Autres immobilisations financières	20 707	0	20 707
Clients douteux ou litigieux	209 802	209 802	
Autres créances clients	989 325	989 325	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 651	5 651	
Taxe sur la valeur ajoutée	72	72	
Débiteurs divers	120 711	120 711	
Charges constatées d'avance	122 056	122 056	
TOTAL	1 757 358	1 447 617	309 741
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	21 114		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	1 619 357	246 028	990 784	382 545
Fournisseurs et comptes rattachés	284 372	284 372		
Personnel et comptes rattachés	289 254	289 254		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	682 128	682 128		
Impôts sur les bénéfices	15 935	15 935		
Taxe sur la valeur ajoutée	109 457	109 457		
Autres impôts taxes et assimilés	156 373	156 373		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 962	1 962		
Autres dettes	23 443	23 443		
TOTAL	3 182 281	1 808 952	990 784	382 545
Emprunts remboursés en cours d'exercice	247 445			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	12 947
Total	12 947

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	133 898
Dettes fiscales et sociales	670 995
Autres dettes	3 100
Total	807 993

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	122 056
Total	122 056

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants salariés n'est pas mentionnée en annexe car elle conduirait indirectement à donner l'information relative à une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	72
Employés	12
Total	84

L'effectif au 31/12/2023 s'établit à 84 ETP dont 26 au niveau des délégations régionales. La FEHAP accueille également 4 alternants.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Une provision pour charge est comptabilisée dans les comptes de la FEHAP. Elle est ajustée tous les ans pour tenir compte de l'évolution des effectifs. L'engagement au 31/12/2023 s'élève à 361 656 Euros.

Les hypothèses utilisées sont les suivantes :

- * Départ à la retraite à l'âge légal
- * Profil de carrière de décroissance moyenne
- * Taux de turn over de 5%
- * Taux d'inflation de 3%
- * Taux d'actualisation standard pour les provisions d'engagement de retraite.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Produits sur exercice antérieur	8 500	77200000
Total	8 500	
Charges exceptionnelles		
- Pénalités et Amendes	1 492	67120000
- Charges exceptionnelles sur exercice ant	70	67200000
- VNC immobilisations financières	34 587	67560000
Total	36 149	

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 26.220 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 26.200 euros
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : Néant



